

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**d'autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 1981 autorisant M. Michel COLLET à exploiter à LOUDEAC au lieu-dit « Le Ménec » un poulailler de 45.000 volailles ;
- VU la demande présentée par M. Philippe COLLET demeurant à LOUDEAC, au lieu-dit "Le Ménec" en vue de la création à cette adresse (section ZP n°s 402a et 405a) de 15.000 places poules pondeuses en extension d'un élevage de 45.000 poules pondeuses, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LOUDEAC (12 avril 1996) SAINT-CARADEC (1er avril 1996) KERGRIST (18 mars 1996) PONTIVY (29 mars 1996) KERFOURN (22 février 1996) ROHAN (22 mars 1996) NOYAL-PONTIVY (25 mars 1996) GUELTAS (26 avril 1996) NEUILLAC (25 mars 1996)
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de la Préfecture du MORBIHAN, émis respectivement les 18 avril 1996, 13 février 1996, 20 février 1996, 22 février 1996 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*



- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 mars 1997 ;  
VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 avril 1997 ;  
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

a) - M. Philippe COLLET demeurant à LOUDEAC au lieu-dit « Le Ménec » est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZP n° 402a et 405a), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 60.000 animaux-équivalents (poules pondeuses) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage autorisé..... 45.000 animaux-équivalents (poules pondeuses)
- élevage à créer..... 15.000 animaux-équivalents (poules pondeuses)

b) - M. Philippe COLLET demeurant à LOUDEAC au lieu-dit « Le Ménec » est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZP n° 402a et 405a) un élevage de 624 porcs charcutiers

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

**ARTICLE 2 -**

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

**2) Prescriptions spéciales**

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables) ;

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles s'il en existe ;

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue. ;

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977 ;

- Il convient d'appeler l'attention de l'exploitant sur les risques que présentent les installations de chauffage radiant GAZ qui nécessitent une très efficace ventilation des locaux afin d'éviter tous risques d'asphyxie, tant pour les personnes que pour les animaux (raréfaction de l'oxygène).



### 3) Prescriptions complémentaires

- Les fientes sèches seront transportées vers les zones d'épandage les jours ouvrables (à l'exception du samedi) ;
- Le stockage des fientes sur la (les) parcelles(s) d'épandage ne pourra pas excéder 48 heures après le transport ;
- Avant le **31 décembre 2003**, M. Philippe COLLET devra présenter un complément d'épandage ou réduire sa production afin de respecter le maximum de 22.471 kg d'azote organique exportable par les terres situées dans le MORBIHAN.

### ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

### ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

### ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOUDEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Philippe COLLET.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Philippe COLLET dans deux journaux d'annonces légales du département.

### ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 18 mars 1981.



ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de LOUDEAC,  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Philippe COLLET pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-CARADEC, KERGRIST (56) PONTIVY, CREDIN (56) KERFOURN (56) ROHAN (56) NOYAL-PONTIVY (56) GUELTAS (56) NEUILLAC (56) pour information.

SAINT-BRIEUC, le 28 NOV. 1997

Le PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,



Jean-François PAGES